

DIVISION AIDE  
HUMANITAIRE ET ASC

Berne, le 23 juillet 1993

0.222.YOUG. - TAM

Note à Fritz R. Staehelin

**Information sur la "Réunion du Groupe de travail sur les questions humanitaires de la Conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie" du 16 juillet 1993 à Genève**

A peine une année après la "Réunion internationale sur l'aide humanitaire aux victimes du conflit dans l'ancienne Yougoslavie", le Haut Commissaire pour les réfugiés, Madame Sadako Ogata, a invité la communauté internationale à participer à une réunion de haut niveau du Groupe de travail sur les questions humanitaires de la Conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie (d'ailleurs les deux médiateurs, Thorvald Stoltenberg et David Owen y étaient présents). La réunion, prévue le 8 juillet à New York, devait être annulée puisque M. Stoltenberg se rendait sur place pour une nouvelle tournée de négociations.

**1. Le but de la réunion**

Vu la dégradation flagrante de la situation en ex-Yougoslavie, le but de la réunion est de dresser un bilan de la mise en oeuvre de la composante de la Réponse globale du Haut Commissaire à la crise humanitaire dans la région, décidée l'année passée et de passer en revue l'état actuel du financement de l'appel interinstitutions consolidé des Nations Unies pour l'ancienne Yougoslavie, lancé le 11 mars 1993.

En juillet 1992 il s'agissait de venir en aide à 2.6 millions de victimes, aujourd'hui il y en a 3.8 millions, dont 2.28 millions en Bosnie-Herzégovine. Le budget du HCR pour 1993 est de \$ 420 millions. A la date de la réunion il manquait \$ 220'726'568, l'équivalent de 53% du budget révisé au mois de mai de cette année.

La réunion n'était pas annoncée formellement comme une "pledging conference". Néanmoins, l'objectif était clairement de rappeler aux états leur responsabilité de soutenir les efforts du HCR, de les engager à fournir les ressources financières requises par le HCR afin de pouvoir continuer, voire tout simplement maintenir ses activités, indépendamment de toutes les autres difficultés rencontrées sur le terrain (sécurité, etc.).





En même temps, le Haut Commissaire a présenté le programme du HCR dans l'immédiat et en vue de l'hiver 1993/94.

## **2. La réunion même**

En mettant en évidence le dilemme humanitaire (presqu'un cri de désespoir), le Haut Commissaire, soutenu par les co-chairmen, a -une fois de plus- constaté que l'effort humanitaire ne peut pas suppléer à une solution politique de paix durable. Même si la réunion n'avait pas de but directement politique, le message à toutes les parties concernées, y compris la communauté internationale, était de faire preuve d'une réelle volonté de paix pour permettre la réhabilitation et la reconstruction en bonne cohabitation.

Contrairement à la réunion de l'année passée, la communauté internationale n'était pas représentée au niveau ministériel (dans certains cas même pas ambassadeuriel). Seule exception, le Ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine. Signe d'embarras quant à l'échec de faire cesser cette guerre insensée et de la fameuse "donor fatigue" ?

A part le Haut Commissaire ainsi que les deux co-chairmen, 28 états (y compris la Communauté européenne représentée par la Belgique et la Commission de la CE) et 8 organisations ont pris la parole.

## **3. L'intervention et la position de la délégation suisse**

La position de la délégation suisse<sup>1</sup> était résumée en quatre points:

- La communauté internationale n'a pas été en mesure d'atteindre les objectifs établis en juillet 1992. Les violations du droit international humanitaire continuent (convocation de la Conférence pour la protection des victimes de la guerre), et il s'agit aujourd'hui de venir en aide d'urgence à plus de 3.8 millions de victimes civiles, 1 million de plus qu'en juillet 1992.

- L'aide sur place doit rester le pilier principal de tout effort de secours humanitaire. Dans cet esprit, la Suisse a alloué en avril 1993 pour des actions humanitaires un crédit supplémentaire de 25 millions de francs suisses. Il est urgent que la communauté internationale trouve les moyens de fournir des ressources supplémentaires importantes. Dans l'immédiat la Suisse ne pense pas pouvoir faire un geste financier additionnel, mais reste activement saisie.

---

<sup>1</sup> Composition de la délégation: Ambassadeur B. de Riedmatten, Chef de la délégation; M. U. Scheidegger, Directeur ODR; M. Ambassadeur R. Weiersmüller, Coordinateur en matière de politique internationale de réfugiés, DFAE; Ch. Raedersdorf, Chef de la division aide humanitaire et ASC, DDA; Mme A.-M. Thalman, Div. AH et ASC; Mme M. Engler, Mission Genève; M. B. Nobs, Div. pol. I.



- Dans le cadre de diverses actions d'évacuation et d'accueil, la Suisse maintiendra, dans la mesure de ses moyens, sa disponibilité d'accueil. La population en Suisse originaire de l'ancienne Yougoslavie représente 5% de la population suisse.

- La Suisse continuera d'appuyer la création d'un Tribunal international ad hoc pour connaître des violations graves du droit international humanitaire ainsi que le travail de la Commission Kalshoven. Dans cette perspective, elle vient de mettre sur pied une procédure permettant d'interroger des ressortissants de l'ancienne Yougoslavie se trouvant en Suisse.

- Malgré le bilan sombre, il faut persévérer dans le but de faire cesser toute agression de la population civile et d'obtenir l'accès à toutes les victimes, sans conditions.

#### **4. Résultats de la réunion**

D'après le "hidden agenda" de la réunion, il s'agissait non seulement de faire des promesses financières, mais aussi d'encourager le HCR dans ses efforts humanitaires. Ceci semble avoir réussi. En concluant, Madame Ogata dit "It was a good day".

Plus concrètement, il y eu "pledging" d'à peu près \$ 126.5 millions (dont \$ 63 millions sont "earmarked" HCR ce qui lui permettra de "survivre" pendant 2 à 3 mois) et l'engagement de différents états de participer à la création d'un "shelter consortium" telle que proposée dans le document de travail de la réunion. Dans ce sens, le Haut Commissaire convoquera dans l'avenir immédiat une réunion de travail sur le "shelter consortium".

#### **5. Conséquences pour la Suisse et le Division de l'aide humanitaire et de l'ASC**

Comparé à la contribution d'autres pays (Etats-Unis, République Fédérale d'Allemagne), la Suisse est actuellement dans une bonne position. Ainsi, et en tenant compte des besoins humanitaires dans d'autres régions du monde, il a été décidé de renoncer -à ce stade- de faire du "pledging" supplémentaire.

Cela n'exclut point une ré-évaluation ultérieure selon les développements de la situation dans l'ancienne Yougoslavie, particulièrement en Bosnie-Herzégovine (surtout en vue de l'hiver 1993/94), ou alors pour des raisons politiques, mais en n'oubliant pas les engagements de l'aide humanitaire dans le reste du monde.



La Suisse maintiendra la mise à disposition du HCR, sur le plan opérationnel, des services de l'ASC et participera à la réunion de travail sur le "shelter consortium" qui aura lieu le 30 juillet 1993 à Genève.



Charles Raedersdorf

Annexes: - Déclaration du Haut Commissaire  
- Déclaration de la délégation suisse

Copies : - Aux membres de la délégation suisse  
- Ambassadeur B. de Riedmatten, Mission Genève  
- M. U. Scheidegger, Directeur ODR  
- Ambassadeur R. Weiersmüller, Coord. pol. int. de réfugiés, DFAE  
- Mme M. Engler, Mission Genève  
- M. B. Nobs, Div. pol. I

- Ambassades: Zabreb, Belgrade

- Missions: New York, Bruxelles

- Ambassadeur H. Hoffmann/M. A. Thalmann, DOI/DFAE

- FM, FT, SHG, FUP, HUW, TAM



(check against delivery)

Statement by Mrs. Sadako Ogata  
United Nations High Commissioner for Refugees  
to the meeting of the Humanitarian Issue Working Group  
of the International Conference on the Former Yugoslavia

(Geneva, 16 July 1993)

This Wednesday I went to Sarajevo. Only two days before my arrival, 12 civilians queuing for water had been killed by a grenade in yet another vile and cowardly act of violence. Since 20 June, there has been no electricity. The hijacking at gunpoint, some two weeks ago, of a UNHCR fuel convoy marked a new escalation in the pressure being exerted on the population. I am pleased to say that during my visit to the city yesterday, my Special Envoy was able to obtain the release of all the fuel. Without fuel, there can be no electricity, gas or drinking water. The bakery cannot function, doctors cannot operate, relief cannot be distributed, stoves cannot be used to cook. The potable water per person per day is often less than half a litre. I was therefore glad to note on Wednesday that water had just come back to parts of the city.

I am sure that many of you will share my feelings of apprehension and despair. My apprehension stems from the intensification of war and persecution, and the prospect of still more forced population transfers. My despair is caused by the fact that humanitarian organizations are not allowed to bring even minimal relief to those who suffer, and by the impending catastrophe if we have to go through another winter of war.

Since April, fighting between the Bosnian Croats and the Bosnian Army has reached dramatic proportions in central Bosnia and in the Mostar - Jablanica - Konjic region. Tens of thousands of civilians, on both sides of the many frontlines, have fled or are still trapped in besieged pockets, unable to flee. In northern Bosnia, attacks on Maglaj have driven another 10,000 people to Zenica. Some 15,000 ethnic Croats are displaced in Varež, under difficult conditions. The relative peace and calm in the Bihać pocket was shattered last week as shelling resumed. Gorazde, a designated safe area, continues to be subjected to frequent artillery fire. Whereas international attention has long focused on "ethnic cleansing" practiced in Serb-held areas, ethnic and religious persecution in other areas have increased.

My Office continues to coordinate the international relief effort in an inflamed Bosnia and Herzegovina. Let me quote one of my staff:

"I have a personal and philosophical unrest in my mind, when we neither can protect the people nor agree to inhumane policies. All I try to remember every day is that we are here to save as many lives as possible and to alleviate the suffering".

I think my colleague spoke for all my staff. We want to carry on, but the parties are rendering impossible our work in many areas. Never have the



-2-

obstacles and risks been so dreadful and unacceptable as during the last two months. The international relief effort has little access, little mobility and little security. For all parties we are perceived as feeding the "enemy". We are either being accused of taking sides, or of being too neutral. Food, shelter, water, fuel, electricity, and even the evacuation of wounded persons and of mothers and children are being manipulated to impose ethnic division by force.

Any excuse, ranging from military to bureaucratic, is being used to prevent the free flow of assistance. Earlier this year, it took days and weeks of negotiations, backed by public pressure and Security Council action, to obtain access to the eastern enclave of Srebrenica, which became a symbol of resistance to military attacks and "ethnic cleansing". More recently UNPROFOR escorts were denied access to Gorazde. Recently attempts were made to levy "road taxes" on foreign convoy vehicles, and to require visas for the drivers. Large convoys, destined for Sarajevo and central Bosnia, have been denied entry from the Dalmatian coast into Herzegovina. The main lifeline to Sarajevo and central Bosnia, via Konjic, remains cut off. For some time now my staff have been prevented from going into Mostar. In many areas, monitoring the distribution of aid is impossible, either because staff movements are officially restricted, or because they are simply too dangerous. The Sarajevo airlift - which marked its first anniversary on 3 July 1993 - has encountered 81 serious incidents, most recently earlier this week, not counting the numerous threats by small arms fire.

Security risks are at unacceptable levels everywhere, but particularly in the Mostar region and in central Bosnia. Since the start of the relief effort, eight persons have been killed and many more wounded in the UNHCR operation. Most dramatic was the killing, on 1 June 1993, of two Danish drivers and an interpreter of the European Community Task Force, near Maglaj. The ICRC too has had serious casualties, as have many NGOs, the last victim being a female British aid worker killed by a sniper in Sarajevo on 5 July. Many journalists have lost their lives. I pay tribute to all these courageous men and women, as I do to the 51 UNPROFOR soldiers who died in Bosnia and Herzegovina and in the UNPAs.

In spite of the magnificent job done by the UNPROFOR soldiers, there is a limit to the protection they can provide when convoys and relief staff become a deliberate target. Last week my Office in Medugorje, close to Mostar, received bomb threats directed at the local staff because of their ethnic origin. In reaction, part of my staff had to be relocated, thus further hampering our activities in the region. I have requested my Special Envoy to assess the situation on a case-by-case basis, in consultation with UNPROFOR and the convoy leaders. As a result our convoy movements recently had to be severely curtailed.

Lack of access, mobility and security has meant that in the last few months, we have not been able to distribute the targeted amount of relief supplies.



-3-

If we are unable to alleviate the plight of thousands of victims now, I fear the worst for the months to come, particularly when the autumn and winter set in. Last year, we feared the potential death of 400,000 people. That catastrophe was averted. But what about the coming winter?

Without freedom of movement for civilians and unhindered humanitarian and commercial access, the situation in the three eastern "safe areas" of Srebrenica, Zepa and Gorazde will become even more disastrous. Under present conditions these areas are neither safe nor economically viable. Evacuation of the civilian population, particularly from Srebrenica, where conditions are most dire, may soon prove to be the only life-saving alternative.

Nor will Government-held central Bosnia be able to take care of the spiralling numbers of totally destitute people, and to feed and shelter thousands of Muslims who continue to flee from Serb-held areas. There is a risk of more being forced out of Herzegovina in the south. The entire area is already asphyxiated. Insufficient access of relief convoys is exacerbated by the complete blockade of commercial traffic.

I am greatly concerned at the situation in parts of Herzegovina, where the Bosnian army is reportedly on the offensive and where fighting is spreading, causing new displacement on all sides. In Mostar, 25,000 Muslims are trapped on the besieged east bank, living in basements and destroyed houses. Reports of expulsions of Muslim residents and displaced persons have been followed by widespread arrests of draft-aged Muslim males, and evictions of women, children and the elderly. I felt encouraged when the Bosnian Croat authorities released 1,300 people from detention at Rodoc, some time after their arrest in May. Now reports have come in of at least 2,000 Muslim men held in captivity at the same facility, under dreadful conditions. Evictions of local residents and displaced persons have also been reported from Capljina and other areas in Herzegovina. I appeal to the Bosnian Croat leadership to prevent the "ethnic cleansing" of tens of thousands of Muslim residents of Herzegovina, just as I appeal to the Bosnian Government to ensure the safety of the ethnic Croat and Serb populations in areas under its control.

And then Sarajevo. After 15 months of siege, can this city and its courageous population of Muslims, Serbs, Croats, Jews and others survive another winter? Unless the situation improves, Sarajevo will die, as will Srebrenica, the east bank of Mostar and many other places in Bosnia and Herzegovina.

During my visit to the Kosevo Hospital in Sarajevo, I realized once again that the needs for medical evacuation are rising. More offers for medical reception and treatment in third countries would therefore be appreciated.

In recent days there has been speculation in the media about a possible withdrawal of the United Nations from Bosnia and Herzegovina, portrayed as a bargaining chip on the negotiating table. I don't manipulate nor like to be manipulated. I have said many times that humanitarian action cannot and



-4-

must not be a substitute for decisive political action. What counts for me are the daily needs of women, men and children on all sides of the conflict. As far as my Office is concerned, if the United Nations were to retreat from Bosnia, it would be because of those who have rendered its mission impossible. Mr. Stoltenberg and I are in full agreement on this.

Indeed, we are determined to continue where and when we can, but we need the cooperation of all concerned. First, the humanitarian organizations need full access and security to bring in food, medicine, shelter material and fuel. Second, the complete isolation of central Bosnia needs to cease at once by the lifting of the commercial blockade, and thirdly all parties must implement the resolution on safe areas urgently and respect their humanitarian commitments. Only if these conditions are met, will we be able to provide relief in a meaningful manner and mitigate a wider catastrophe during the coming winter.

Current conditions do not allow me to make realistic proposals for the winter period at this point in time. Together with our partners, we intend to establish a consolidated plan by October. The provision of emergency shelter will be a high priority, for which UNHCR proposes a consortium of interested States and agencies. I invite you all to participate in this endeavour.

While large parts of Bosnia and Herzegovina are descending into anarchy, it is imperative that both the adjacent countries and the rest of Europe remain accessible to people fleeing war and persecution. The right to seek asylum must be upheld more than ever.

The provision of temporary protection remains an essential element of the Comprehensive Response, and is extensively covered in the Working Document for this meeting. I am very grateful that recently, Croatia, despite a sizeable new refugee influx from Travnik, has again admitted Muslim refugees at its Dalmatian border, at least on a transit basis. Montenegro, although impoverished, has kept its borders open. I trust that Serbia will continue to admit refugees despite its new refugee regulations.

At the same time I appeal to all States in the region to maintain basic standards of protection and adhere strictly to the principle of non-refoulement. Refugees must not be forcibly recruited into Bosnian armies. All steps should be taken to avoid creating feelings of insecurity among the refugees, however high emotions may run in the region. I deeply appreciate the cooperation extended by all regional governments to UNHCR, and I would like to pay special tribute both to Croatia, which permitted the registration of a hundred thousand unregistered refugees, and to the Federal Republic of Yugoslavia for its enormous effort on behalf of its refugee communities.

I regret the imposition and expansion of visa requirements in Western Europe because they affect the willingness of neighbouring countries to allow refugees to enter, even for transit. However, I welcome the initiative of some States to agree to accept refugees from neighbouring countries, thereby



-5-

facilitating transit movements. I consider this an important form of burden-sharing.

The reunification of refugees with their families is important. I appeal to all States to be more generous in allowing admission based on family reunion. After so many months, the additional ordeal of separation is a terrible one, and a generous approach will also help reduce the burden of the regional countries of asylum.

Another form of burden-sharing continues to be international assistance. For lack of resources we have been obliged to scale down assistance programmes in Croatia, the Federal Republic of Yugoslavia, Slovenia and the Former Yugoslav Republic of Macedonia. In recent months refugees in all countries of the region have started moving to third countries. I fear that this trend will continue and accelerate, unless there is increased support, including to the host families who can no longer make ends meet, and to the health sector.

I am not sure for how long we can continue speaking of protection being temporary. Therefore, I fully support those governments which have decided to process asylum requests under their regular procedures. However, we must carefully follow political developments and continue to affirm the right of return of refugees and displaced persons. This concerns not only Bosnia and Herzegovina, but also the United Nations Protected Areas in Croatia. I am grateful for the support of the Security Council in this regard.

Finally, as lead agency for the United Nations relief effort in the former Yugoslavia, I must take this opportunity to appeal to the international community to continue providing all participating humanitarian agencies with the necessary resources. We are spending only 14 cents per victim per day. UNHCR still needs 195 million dollars for the remainder of 1993. Furthermore, according to the Department for Humanitarian Affairs, the outstanding needs of our main partners are as follows: 100 million dollars for WFP, 39 million dollars for UNICEF and 37 million dollars for WHO. Without your generous support to overcome the current financial shortfall, the entire relief effort will soon grind to a halt.

With the full cooperation of all parties on the ground, and with your ongoing commitment and support, the UN agencies and our partners can continue their vital work on the ground. But we must not lose sight of the fact that what is needed most of all is peace. Peace in Bosnia and Herzegovina and in the UN Protected Areas. Despite all the daily suffering, I was struck by the hope which the people of Sarajevo still have. As long as the victims have hope, we cannot and must not give up.





Réunion du Groupe de travail sur les  
questions humanitaires de la  
Conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie

Genève, le 16 juillet 1993

**Intervention de M. Bernard de Riedmatten, Ambassadeur  
Chef de la délégation suisse**

A vérifier à l'audition



Madame le Haut Commissaire,

Au nom du Gouvernement suisse, j'aimerais vous remercier d'avoir pris l'initiative de convoquer cette réunion. Ainsi que vous l'avez souligné dans votre lettre d'invitation, il s'agit "d'un tournant de l'effort des secours humanitaires" dans l'ancienne Yougoslavie. Je voudrais dès lors exprimer l'espoir que les discussions d'aujourd'hui nous permettent de formuler un plan d'action auquel nous nous engagerons à nous tenir.

Mesdames, Messieurs,

La position de la délégation suisse peut être résumée en <sup>5</sup>~~quatre~~ points :

1.

Par rapport aux objectifs arrêtés lors de la réunion internationale sur l'aide humanitaire aux victimes du conflit dans l'ancienne Yougoslavie, convoquée il y a presque une année par le Haut Commissaire pour les réfugiés, la communauté internationale doit admettre qu'elle n'a pas été en mesure d'atteindre ces objectifs. Malgré toutes les condamnations des actions militaires et des brutalités commises en violation flagrante et constante des règles de base du droit international humanitaire, malgré tous les efforts consacrés à trouver des solutions politiques déterminantes pour éviter l'intensification de la guerre et une catastrophe humanitaire, on ne peut que constater qu'il s'agit aujourd'hui en fait de venir en aide d'urgence à plus de trois millions de victimes civiles, et ceci dans un contexte chaotique devenu de plus en plus intenable et inacceptable pour les organisations humanitaires internationales et les organisations non-gouvernementales oeuvrant en faveur de la population civile.

Nous voudrions d'ailleurs saisir cette occasion pour réitérer ici publiquement notre appréciation et notre gratitude à l'égard de tous ceux, malheureusement devenus eux-mêmes trop souvent victimes, qui s'engagent avec courage et dévouement sur le terrain en vue d'apporter assistance et protection aux victimes innocentes d'une guerre insensée et d'une tragédie humanitaire. Il ne suffit plus de condamner de la façon la plus sévère les violations du droit et des règles essentielles de comportement établies par les Conventions de Genève,



mais d'assurer que les combats cessent immédiatement et que les pourparlers puissent reprendre afin de trouver une solution de paix durable. La Suisse en appelle avec insistance à toutes les parties aux multiples conflits de faire preuve d'une volonté réelle d'humanité et de paix, d'arrêter toute pratique inhumaine dite de nettoyage ethnique et de créer une base d'entente et des conditions favorables permettant la co-habitation et la reconstruction.

Comme le souligne l'un des documents soumis à cette conférence, "un élément essentiel de toute approche humanitaire globale doit être la réaffirmation des droits fondamentaux de l'homme et des principes de droit humanitaire et il convient d'exiger avec fermeté le respect de ces principes au niveau politique le plus élevé". C'est dans cet esprit que la Suisse, en tant que dépositaire des Conventions de Genève, a décidé de convoquer pour la fin août une conférence pour la protection des victimes de la guerre. Cette conférence, vous le savez, a pour objectif principal de réaffirmer solennellement et sur un plan universel l'engagement individuel et collectif des Etats de respecter effectivement les normes du droit humanitaire.

2.

Depuis le début du conflit dans la région de l'ancienne Yougoslavie, la Suisse soutient les efforts des Nations Unies dans leur ensemble et plus particulièrement ceux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en tant que "lead agency", du Comité international de la Croix-Rouge et des nombreux organismes engagés sur le terrain. Nous demeurons convaincus que cette forme d'aide doit rester le pilier principal de tout effort de secours humanitaire.

A la suite de l'appel urgent lancé par le Haut Commissaire au mois d'avril de cette année, la Suisse a répondu sans tarder en allouant pour des actions humanitaires un crédit supplémentaire de 25 mio. de francs suisses. Ceci porte le total de l'aide suisse en faveur des victimes du conflit en ex-Yougoslavie à 75 mio. de francs suisses (soit environ US \$ 50 mio.).

J'aimerais souligner que le Gouvernement suisse, bien qu'ayant réagi de manière rapide et substantielle à l'appel de Madame Sadako Ogata, est très conscient de l'état préoccupant du financement de l'appel inter-institutions consolidé des



Nations Unies pour l'ancienne Yougoslavie lancé le 11 mars 1993. Nous partageons entièrement les soucis du HCR de ne pas être en mesure de couvrir les besoins urgents faute de ressources adéquates. Cette situation est d'autant plus angoissante que nous nous dirigeons vers un second hiver de guerre en Bosnie-Herzégovine.

Il est dès lors urgent que la Communauté internationale, conformément aux principes du partage du fardeau, trouve les moyens de fournir des ressources financières supplémentaires importantes. Il s'agit en l'occurrence non seulement d'un geste de solidarité internationale, mais surtout d'éviter encore plus de vies perdues et des conséquences humanitaires qui pourraient s'avérer considérables et de longue durée.

Même si, compte tenu des contributions importantes consenties jusqu'ici, la Suisse ne pense pas pouvoir faire un geste financier additionnel dans l'immédiat, il n'en reste pas moins qu'elle continuera à examiner de près toute possibilité de soutien. Dans ce contexte, j'aimerais signaler la volonté de mon Gouvernement de maintenir la mise à disposition du HCR, sur le plan opérationnel, les services du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe, dont des membres sont sur place dans toutes les régions de l'ancienne Yougoslavie. Nous serions en particulier prêts à augmenter notre participation de spécialistes au "consortium d'hébergement" dont il est question dans le document de travail et qui nous paraît très pertinent.

3.

Quant à l'accueil en Suisse de réfugiés et de personnes déplacées en provenance de l'ancienne Yougoslavie, la situation se présente de la manière suivante.

Dans le cadre de diverses actions d'évacuation et d'accueil, environ 8'000 personnes sont entrées en Suisse. Les frais de leur séjour sont assumés par le Gouvernement suisse. D'autre part, un nombre beaucoup plus important de personnes, soit environ 70'000, séjournent en Suisse à divers titres. La Suisse maintiendra, dans la mesure de ses moyens, sa disponibilité d'accueil. Comme il l'a relevé dans d'autres enceintes, mon pays apprécierait toutefois que d'autres Gouvernements, toujours dans l'idée d'un partage équitable du fardeau,



s'engagent davantage dans ce domaine. Le nombre relativement élevé de réfugiés et de personnes déplacées accueillis sur notre territoire doit d'ailleurs être vu en relation avec la population déjà résidente en Suisse et originaire de l'ancienne Yougoslavie. Celle-ci se monte aujourd'hui à près de 230'000. Au total, ceci représente 300'000 personnes, soit 5 % de l'ensemble de la population résidant en Suisse.

4.

Enfin, je voudrais mentionner ici que la Suisse appuie les initiatives tendant à créer un Tribunal international ad hoc pour connaître des violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. Dans cette perspective, elle vient d'ailleurs de mettre sur pied une procédure permettant d'interroger, à titre de volontaires et en respectant l'anonymat, des ressortissants de l'ancienne Yougoslavie se trouvant en Suisse. Les renseignements ainsi recueillis seront transmis à la Commission Kalshoven - à laquelle nous venons d'allouer une contribution - et dans un deuxième temps serviront de preuve au Tribunal international ad hoc.

5.

En conclusion, le bilan que nous pouvons tirer aujourd'hui reste sombre : l'abus politique par toutes les parties impliquées de l'aide humanitaire, la persistance des tensions, voire l'intensification des combats et des actes de destruction, donnent peu d'espoir de pouvoir faire éclater le cercle vicieux de violence et de haine afin de soulager la souffrance de la population touchée depuis deux ans.

Mais soyons clairs : cette expression de détresse ou même de désespoir ne nous dispense en rien de continuer à persévérer dans le but que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire de faire cesser toute agression de la population civile et d'obtenir l'accès à toutes les victimes, sans conditions.

Madame le Haut Commissaire, au nom des autorités suisses, je voudrais vous dire toute l'admiration que nous ressentons pour le dévouement et l'abnégation exemplaires dont vous-même et tous ceux qui sont engagés dans cette opération font preuve. Je voudrais aussi confirmer que les autorités suisses feront tout ce qui est dans leur possibilité pour vous soutenir également à l'avenir dans cette crise particulièrement complexe et tragique.